

Dossier

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **76 (1988)**

Heft [1]

PDF erstellt am: **07.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le féminisme malade de la politique ?

La solidarité féminine bat de l'aile. La collaboration entre femmes de partis différents est-elle encore possible ? A travers l'analyse de la crise que traverse le groupe de Lausanne de l'ADF, la radiographie d'un malaise.

Au cours de la semaine précédant le deuxième tour des élections au Conseil des Etats dans le canton de Vaud, en novembre dernier, un pavé publicitaire paru dans **24 heures** soulevait une petite tempête dans les milieux féministes vaudois. Sous le titre : « Electricités, ne vous laissez pas bernier ! », dix-huit femmes engagées dans des partis de droite invitaient leurs concitoyennes à voter pour les deux candidats de l'Entente vaudoise, à savoir le libéral Hubert Reymond et le radical Raymond Junod, qui étaient opposés dans cette élection à la socialiste Yvette Jaggi. « L'élection au Conseil des Etats n'est pas une affaire de sensibilité féminine, précisait les signataires. Il s'agit essentiellement de savoir dans quelle société nous voulons vivre et élever nos enfants. Les candidats de l'Entente vaudoise incarnent les valeurs auxquelles nous croyons ».

Qu'y avait-il de choquant dans cet appel ? Les femmes, comme les hommes, ne sont-elles pas libres de leurs options politiques, de voter et de faire voter comme il leur plaît ? Certes. Le hic, c'est que parmi les signataires figuraient les noms de plusieurs responsables en exercice de l'ADF (Association pour les Droits de la Femme), à savoir la présidente centrale, la présidente cantonale, la présidente lausannoise et une membre du comité lausannois.

L'ADF, héritière de l'Association pour le suffrage féminin, est la plus ancienne et la plus importante organisation féministe de Suisse. Sa raison d'être est de promouvoir la cause des femmes. Mais n'est-ce pas agir ouvertement à l'encontre de cette cause que d'appeler à voter pour des candidats rien moins que féministes (Hubert Reymond s'était même opposé au nouveau droit matrimonial) et contre une candidate notoirement engagée en faveur de l'égalité des droits (il suffit de songer, par exemple, à la motion d'Yvette Jaggi sur l'égalité des salaires) ?

Les principes et les personnes

De nombreuses membres de l'ADF n'avaient déjà pas compris que, sous prétexte de neutralité politique, la section



Au temps du suffrage féminin, il était plus facile de parler d'une seule voix.

vaudoise renonce à soutenir officiellement la seule candidate féministe en lice ; elles ont suffoqué d'indignation en constatant que ses responsables s'engageaient en faveur de ses adversaires — sans mentionner leurs fonctions dans l'association, il est vrai, mais celles-ci étaient largement connues. Ces femmes se sont senties bernées, oui, mais par les responsables d'une association à laquelle elles avaient adhéré pour faire avancer la cause des femmes. Et peut-on faire avancer la cause des femmes en se limitant à clamer certains principes, quitte à élire et faire élire des politiciens qui défendent les principes contraires ?

« De qui se moque-t-on ? », lance Lise Graf-Moreau, ancienne vice-présidente du groupe de Lausanne. Et une autre membre du comité lausannois : « J'ai l'impression d'avoir été trompée, trahie par celles qui ont préféré leur parti à leur engagement féministe ». Ces sentiments sont fréquemment invoqués dans les nombreuses lettres de protestation, voire de démission, qui sont parvenues à l'ADF. Des lettres signées par des femmes de la gauche, certes, mais aussi par des femmes sans appartenance politique, ou même de sensibilité de droite, mues par une déception et une colère sans rapport avec les clivages politiques.

« Intolérance, non-respect des opinions d'autrui, chasse aux sorcières ! » s'exclame Nicole Grin, députée libérale, et également membre de l'ADF, face à ces manifestations d'indignation. « Chacune est libre de ses opinions, rétorque Madeleine Schilt-Thonney, une autre membre, conseillère communale POP. Mais lorsqu'on prétend représenter les intérêts des femmes, il n'est pas admissible de les bafouer publiquement ».

La crise grave que traverse en ce début d'année 1988, le groupe de Lausanne de l'ADF (dans les autres groupes vaudois, il y a eu moins de grabuge) a été déclenchée par une intervention que certaines des signataires elles-mêmes, comme la présidente centrale de l'ADF, Christiane Langenberger-Jaeger, jugent *a posteriori* maladroites, du moins quant à la forme ; mais les réactions suscitées par cette intervention révèlent un malaise plus profond, portant sur la stratégie électorale traditionnelle de l'association comme sur la conception du féminisme qu'elle est censée véhiculer. L'analyse de ce malaise devrait intéresser toutes celles et tous ceux qui se préoccupent de l'évolution du mouvement des femmes en Suisse.

En matière d'élections, les mots d'ordre

de l'ADF actuelle sont restés peu ou prou ceux hérités de l'époque suffragiste : soutien aux femmes, toutes étiquettes confondues, et refus sourcilieux de tout engagement officiel (en faveur d'une personne) pouvant ressembler à un engagement partisan. Or, dans le contexte actuel (et même abstraction faite de leurs effets pervers possibles, comme dans le cas lausannois), ces deux principes ne font plus guère l'unanimité.

« Votez femmes » : un slogan périmé ?

Gilberte Muller, présidente de l'ADF genevoise, avoue se sentir de moins en moins à l'aise avec le mot d'ordre « votez femmes ». « Lorsque nous avons établi la liste de nos membres qui se présentaient aux élections nationales, pour les recommander aux électrices et électeurs, je n'ai pas pu m'empêcher de me dire que certaines d'entre elles ne méritaient vraiment pas notre soutien d'un point de vue féministe », soupire-t-elle. « Il faudrait pouvoir soutenir uniquement les féministes, femmes et hommes, mais comment se mettre d'accord pour l'évaluation ? »

Il existe certes, à l'ADF, des militantes qui croient encore à la nécessité d'une solidarité féminine tous azimuts en politique. Mais la grande majorité des membres, qu'elles soient de droite, de gauche ou sans parti trouve, comme Janou Coderey, députée vaudoise libérale, « inadmissible » que le sexe suffise à mériter le soutien de l'association. On ne peut plus raisonner en termes quantitatifs, comme quand il s'agissait d'ancrer dans une réalité hostile, le droit des femmes à se faire élire. La situation des femmes en politique n'est désormais plus telle qu'il faille considérer que n'importe quelle femme élue vaut mieux que n'importe quel homme élu.

En ce qui concerne toutefois les nouveaux critères à adopter, les avis divergent. L'ADF de Neuchâtel s'est limitée, avant les dernières élections nationales, à rappeler à ses membres d'aller voter ; pas de soutien explicite aux femmes, ni pour le Conseil national, ni pour le Conseil des Etats, malgré l'existence, dans ce dernier cas, d'une seule et unique candidature à la fois féminine et féministe en la personne de Heidi Deneys. A Genève, l'association a adhéré en bloc aux deux comités de soutien en faveur de Monique Bauer-Lagier et d'Amélia Christinat, démarche rendue possible par le fait qu'elles n'étaient pas du même bord ; mais que se serait-il passé si une seule d'entre elles s'était retrouvée en lice au deuxième tour ?

Pour de nombreuses membres de l'ADF, le mot d'ordre « votez féministe » est désormais le seul acceptable. Ainsi pour Francine Jeanprêtre, nouvelle conseillère nationale socialiste vaudoise, les choses sont claires : « l'association doit recommander de voter pour celles et ceux qui défendent le mieux les intérêts des fem-



Les stratégies pour la libération divergent.

(photo Roland Buckled).

mes ». Mais du côté des femmes de la droite, ce point de vue se heurte à un sérieux obstacle.

Les limites du féminisme

En effet, comme elles le reconnaissent elles-mêmes, il y a statistiquement bien plus de chances que les intérêts des femmes soient défendus par des candidat-e-s de gauche que par des candidat-e-s de droite. Accepter que l'ADF soutienne ces candidat-e-s-là, cela signifierait admettre que, en tant que membre ADF, on se sent bien représentée par elles/eux. Or, protestent d'une même voix les deux radicales Odile Jaeger-Lanore (présidente vaudoise) et Doris Cohen-Dumani (ancienne présidente lausannoise), des femmes radicales ou libérales ne peuvent pas se sentir bien représentées par une socialiste ! On ne peut pas faire fi des options politiques fondamentales d'un-e candidat-e, simplement parce qu'elle/il est, par ailleurs, féministe !

Odile Jaeger-Lanore : « Il y a une limite au féminisme. Pour moi, c'est la fidélité aux valeurs libérales auxquelles j'adhère. » Doris Cohen-Dumani (qui avait fait paraître dans la presse un petit pavé de soutien à l'Entente en son nom personnel) : « Je suis conseillère communale à Lausanne, et je me trouve souvent opposée à Yvette Jaggi sur tel ou tel objet politique. Sa vision du monde ne coïncide pas avec la mienne. »

Parmi les reproches qui ont été adressés aux femmes qui ont appelé à voter pour l'Entente (reproches qui n'auraient bien entendu, jamais été émis si, par ailleurs, ces mêmes femmes ne s'étaient pas engagées dans la défense de la cause féministe) le plus fréquent et le plus virulent est celui

d'avoir abdicé toute indépendance de pensée, d'être devenues les otages de leurs partis. Un reproche identique à celui que Monique Bauer-Lagier, à Genève, adresse aux politiciennes de son ancien parti, le parti libéral : « J'en connais qui m'ont écrit, en privé, pour m'assurer de leur soutien, et qui n'en ont pas moins signé l'appel à voter pour Robert Ducret et André Gauthier ! Elles veulent se faire bien voir, et alors elles en rajoutent. J'en connais aussi qui, par souci de ne pas déplaire, s'éclipsent à la buvette du Grand Conseil lors des votes un peu délicats... »

Inféodées ou convaincues ?

Aux antipodes de ce genre d'attitude, Gertrude Girard-Montet, ancienne conseillère nationale radicale vaudoise, a signé l'appel de soutien à la socialiste Yvette Jaggi... Christiane Langenberger-Jaeger, quant à elle, avoue s'être sentie déchirée entre sa loyauté envers les femmes et sa loyauté envers le parti radical, sur la liste duquel elle s'était présentée aux élections pour le Conseil national. (« Mais, observe-t-elle, n'est-ce pas aussi faire preuve de loyauté envers les femmes que de défendre des objets féministes devant mon parti, comme je l'ai fait pour l'assurance maternité ? »)

Pour Doris Cohen-Dumani, le choix est net : « Il faut savoir faire preuve de maturité. On ne s'engage pas dans un parti pour le trahir à la première occasion ». Et pour Odile Jaeger-Lanore, rien n'est plus faux que de prétendre que les femmes de la droite sont « esclaves » de leur parti, comme le suggéraient certaines lettres de protestation. Elles ne font qu'agir selon leurs convictions.

Tant mieux ! Avoir des convictions, quelles qu'elles soient, et les défendre, est un droit trop récent des femmes pour qu'on ne se félicite pas de le voir exercé. Du reste, les femmes des partis de gauche ont le plus souvent la même attitude, comme cette militante socialiste genevoise, féministe engagée, qui avoue avoir voté pour Amelia Christinat, mais pas pour Monique Bauer-Lagier : « Il faut savoir qu'une élection est un combat entre plusieurs camps. Quand, comme moi, on est liée à un camp, on désire qu'il gagne. C'est comme lorsque l'on assiste à un match Servette-Xamax. Si on tient pour Servette, on n'applaudit que lorsque Servette met des goals... »

Et les femmes du PS peuvent aussi se trouver confrontées à l'absence de solidarité féminine sur leur gauche. Toujours à Genève, les militantes de la VPOD ne se sont pas mobilisées pour soutenir Christiane Brunner, présidente de leur syndicat, à l'élection au Conseil national. Les explications de l'une d'entre elles : « Lorsque j'ai commencé à voter, je n'étais guère politisée, et je votais systématiquement pour les femmes, quelles qu'elles fussent. Peu à peu, je me suis politisée. Mon soutien inconditionnel aux femmes est tombé. Je ne vote plus que pour les personnes que je connais, dont je sais qu'elles s'engagent en faveur

des causes auxquelles je tiens. Et Christiane Brunner a une position conciliatrice en matière de paix du travail que moi et mes camarades ne partageons pas. »

Une militante du PSO, quant à elle, ne voit absolument aucune raison de voter pour des femmes. « La grande politique, je n'y crois pas. Je vais rarement élire des gens, même des femmes. Je ne me recon nais dans aucune candidate. Je pense qu'il faut déstabiliser la société pour qu'elle change... »

Choix de société

Pour en revenir à l'ADF, le problème reste de savoir comment la collaboration entre femmes de partis différents peut continuer à l'heure où toutes les grandes questions féminines de l'avenir mettent en jeu des choix de société, et ne peuvent donc être abordées par les politiciennes qu'en fonction de leurs options fondamentales. « Prenons par exemple la révision de l'AVS. Comment est-il possible de mener un combat unitaire, alors que les unes restent attachées au principe de la neutralité des coûts, qui est d'après les autres le principal obstacle à la réalisation d'une meilleure justice sociale ? » s'interroge Made-

leine Gilliand-Rouiller, ancienne présidente du Parti socialiste valaisan.

Comme de nombreuses autres membres de l'ADF, elle souhaite que les femmes de différents bords continuent à disposer d'une structure où elles puissent travailler ensemble sur des objets ponctuels, chaque fois que c'est possible. Malgré l'échec en votation, la campagne pour l'assurance maternité a constitué une bonne démonstration de ce travail en commun. Mais pour ce qui est de s'identifier à une même organisation, c'est de plus en plus difficile : avis largement partagé chez les femmes de toutes tendances que nous avons interrogées.

La tolérance, la compréhension, le refus du sectarisme, le respect d'autrui, que certaines invoquent comme une solution possible au désarroi actuel sont certes indispensables, mais ne suffisent pas à assurer la pérennité d'un « esprit ADF ». L'ADF n'a jamais été une association « apolitique », comme on le dit parfois par erreur ; c'est une association politiquement indépendante, dans le sens qu'elle récuse toute attache partisane, mais qui n'a jamais rien fait d'autre que de la politique. Son mandat est de faire une politique féministe. Mais qu'est-ce qu'une politique féministe ?



A Loisirama, en 1980. Peut-on encore parler de « la » femme ?



Congrès des femmes à Bâle, en avril 1987, organisé par les Femmes pour la paix. Elles sont de plus en plus nombreuses à penser que le féminisme est une vision du monde. (photo Claude Giger).

Dépasser les problèmes sectoriels

Monique Bauer-Lagier : « Les associations féministes courent à leur perte si elles persistent à s'enfermer dans des revendications sectorielles. Elles seront de moins en moins crédibles si elles continuent à ne s'occuper que de problèmes traditionnels, dans une optique traditionnelle ». Mais sortir des problèmes traditionnels, c'est insérer le combat féministe dans un combat pour une société différente, que toutes les féministes ne voient pas, loin de là, de la même manière...

Comme le souligne une militante de la première heure, l'ADF a fait, dans le canton de Vaud, un travail remarquable ces dernières années : étude de la législation cantonale sous l'angle de l'égalité des droits, étude sur les stéréotypes dans les manuels scolaires etc. Un travail qui ne se serait pas fait sans elle, et dont les suites ne se feraient pas sans elle, si elle venait à disparaître. Toutes ses membres, quel que soit leur bord, en sont conscientes.

Mais ce genre d'activité suffit de moins

en moins à motiver les femmes, à preuve les difficultés rencontrées depuis quelques années pour le renouvellement des cadres de l'association. Une fois les grandes causes gagnées, l'idéal commun se retrécit, s'effiloche un peu. Beaucoup de militantes pensent désormais qu'un nouveau féminisme est en train de naître, indissociable d'autres causes, comme le pacifisme, l'écologie, la défense des réfugiés, la justice sociale en Suisse et dans le monde. D'autres au contraire pensent que l'âge d'or du féminisme est passé, et qu'il faut cesser de s'y référer. Ni pour les unes ni pour les autres, l'ADF ne peut plus représenter un lieu d'action et de réflexion.

Et pourtant ! L'existence d'une association féministe pluraliste, non inféodée à un parti, rassemblée autour d'un projet rénovateur ambitieux, est plus que jamais nécessaire. Marie-Claude Leburgue, journaliste et chef de département à la Radio suisse romande, membre de l'ADF et pionnière du féminisme en terre vaudoise, y croit dur comme fer. Elle déplore profondément les prises de position qui ont mis le feu aux poudres, et elle les déplore au nom d'une spécificité féminine qui transcende réellement les opinions politiques : « Si

j'étais un Noir, je défendrais les Noirs. Si j'étais un Juif, je défendrais les Juifs. Je suis une femme, je défends les femmes. On se rend coupable quand on abandonne son sexe. Dans la société d'aujourd'hui, et sauf quelques rares privilégiées, les femmes ont encore et toujours un statut de victimes. La majorité des femmes, ce ne sont pas les femmes de la bourgeoisie qui sont dans les comités, ce sont les ouvrières, les vendeuses. Et ni pour les unes, ni pour les autres, rien n'est gagné ».

La politique ? « Les femmes se sont laissées récupérer par les partis avant de s'être constituées une véritable conscience sociale. L'émancipation, c'est l'indépendance économique pour toutes, pas le pouvoir politique pour quelques-unes. Nous avons sauté une étape fondamentale ».

Laissons le mot de la fin à Marie-Louise Jost, membre ADF elle aussi, et députée écologiste : « Les conflits sont inévitables. Les ignorer, les évacuer ou les fuir ne sert à rien. Il faut les affronter, les vivre, tenter de faire évoluer la situation en évoluant nous-mêmes dans le dialogue, la réflexion et la pratique. Même, éventuellement, en payant personnellement le prix. »

Silvia Ricci Lempen